

Quand l'expertise sécuritaire redéfinit la migration :

savoir neutre ou savoir normatif ?

HASSAN BENTALEB

MIGRAPRESS mars 2026

Ce document propose une lecture analytique et critique du rapport « **Perspectives migratoires** » de l'International Centre for Migration Policy Development (ICMPD), qui présente une synthèse des tendances migratoires récentes et des évolutions à surveiller. Le rapport souligne la transformation des pays d'Afrique du Nord, désormais à la fois espaces de transit et de destination, dans un contexte marqué par les conflits subsahariens, les tensions économiques et la montée de discours xénophobes.

Il met en évidence le durcissement des politiques migratoires et la multiplication des situations de blocage en 2025. Toutefois, s'il offre un panorama factuel dense, le document s'inscrit dans une logique de monitoring stratégique centrée sur l'anticipation des « risques » pour l'Europe, révélant une approche principalement sécuritaire de la migration qui mérite un examen critique.

Afrique du Nord–Europe : une région migratoire sous pression croissante

Ces dernières années, indique le rapport de l'ICMPD, les pays d'Afrique du Nord ont connu une transformation majeure de leur rôle migratoire. Longtemps perçus principalement comme des espaces de départ ou de transit, ils sont devenus des pays de destination à part entière, accueillant des travailleurs migrants, des réfugiés et des personnes en situation irrégulière. Cette évolution s'inscrit dans un contexte marqué par la persistance des crises en Afrique subsaharienne, des pressions économiques internes et une montée des discours xénophobes dans certains segments de l'opinion publique.

Face à cette recomposition, les gouvernements nord-africains ont progressivement durci leurs politiques migratoires, avec un objectif central : limiter les arrivées irrégulières, en particulier en provenance d'Afrique subsaharienne. L'année 2025 a illustré cette dynamique instable, caractérisée par des arrivées continues, une adaptation permanente des routes migratoires en réaction aux politiques de contrôle, et une augmentation du nombre de migrants bloqués dans des situations intermédiaires, sans perspective réelle d'intégration ni de départ.

1. Les conflits, moteur structurel des déplacements

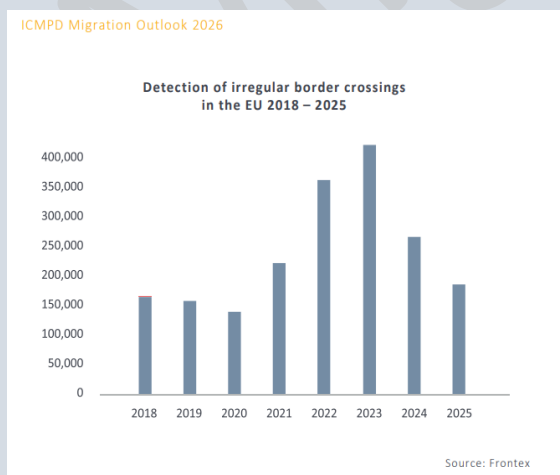
Les conflits armés demeurent le principal facteur de ces mobilités forcées, souligne le rapport. En Égypte, la guerre au Soudan a provoqué l'arrivée massive de réfugiés, tandis qu'en Libye, malgré une augmentation notable de la population migrante, les autorités ont intensifié les détentions et les expulsions. En Tunisie, la priorité donnée aux politiques de retour et d'expulsion a conduit à une hausse sans précédent des programmes dits de « retour volontaire ».

Ces stratégies, combinées aux politiques sécuritaires renforcées en Libye et en Tunisie, ont contribué à redéployer les routes migratoires, notamment vers l'Algérie et le Maroc, confirmant l'effet bien connu de déplacement plutôt que de réduction durable des flux.



2. Une coopération euro-méditerranéenne de plus en plus sécuritaire

La réduction de la migration irrégulière est devenue un axe structurant de la coopération entre l'Union européenne et les pays d'Afrique du Nord. En 2025, les discussions entre l'UE et le Maroc ont progressé vers un partenariat global combinant gestion migratoire, contrôle des frontières et appui financier. À un niveau plus stratégique, le lancement du Pacte européen pour la Méditerranée a renforcé cette approche, articulant coopération économique, formation, sécurité et gestion des migrations.



Toutefois, cette coopération ne se limite pas au contrôle. Certains partenariats intègrent

désormais des dimensions de migration de travail et de développement du capital humain, à l'image des programmes de formation professionnelle favorisant une migration qualifiée et encadrée entre l'Égypte et l'Allemagne.

3. Des tendances lourdes appelées à se poursuivre

À l'horizon 2026, plusieurs tendances de fond se dessinent clairement. Premièrement, les pays nord-africains continueront d'assumer un rôle hybride, à la fois de transit et de destination. Deuxièmement, les déplacements forcés liés aux conflits en Afrique subsaharienne devraient s'intensifier. Troisièmement, les politiques de contrôle, d'expulsion et d'externalisation des frontières resteront dominantes, en étroite coordination avec l'Union européenne.

Cette dynamique s'inscrit dans un contexte mondial préoccupant. Le nombre de conflits armés atteint un niveau historiquement élevé, les conflits sont plus longs, plus internationalisés et rarement conclus par des accords de paix durables. Malgré une baisse globale du nombre de personnes déplacées en 2025, celle-ci s'explique principalement par des retours massifs, souvent contraints, vers des pays encore instables comme l'Afghanistan, la RDC, le Soudan ou la Syrie.

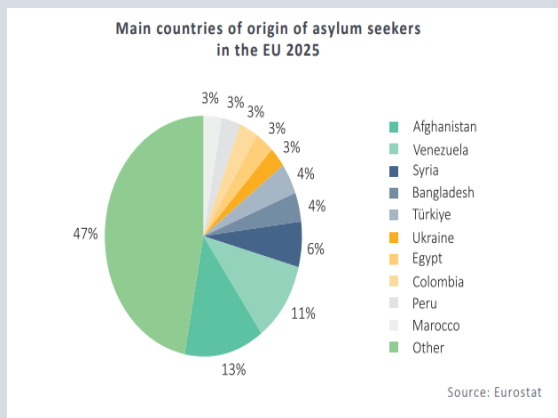
4. Crise humanitaire et recul du multilatéralisme

Parallèlement, les coupes drastiques dans l'aide internationale et humanitaire ont profondément fragilisé les mécanismes de protection. La réduction des financements, notamment par les grands bailleurs occidentaux, a entraîné un affaiblissement des capacités opérationnelles des organisations humanitaires, au moment même où les besoins augmentent. Les engagements en matière de réinstallation des réfugiés ont atteint des niveaux

historiquement bas, restreignant davantage l'accès à des voies de protection légales.

5. L'Afrique, épicentre des déplacements forcés

L'Afrique subsaharienne concentre aujourd'hui la plus grande part des nouveaux déplacements internes et transfrontaliers. Les conflits prolongés au Soudan, au Sahel et en République démocratique du Congo, combinés aux catastrophes climatiques récurrentes, alimentent des mobilités massives, souvent internes au continent. Contrairement aux idées reçues, la majorité des migrants africains restent en Afrique, et l'Europe ne constitue qu'une destination minoritaire.



Entre diagnostic technocratique et normalisation du durcissement migratoire

Le rapport de l'ICMPD propose donc un panorama dense et factuel des dynamiques migratoires en Afrique du Nord, en Méditerranée et en Afrique subsaharienne. Il s'inscrit clairement dans une logique de monitoring stratégique, visant à anticiper les « risques migratoires » pour l'Europe. Si cette approche permet de documenter des tendances lourdes, elle révèle aussi une vision profondément sécuritaire et gestionnaire de la migration, qui mérite d'être interrogée.

1. La requalification politique de l'Afrique du Nord : de l'espace de passage à la zone tampon

Le document souligne à juste titre la transformation des pays d'Afrique du Nord en espaces à la fois de transit et de destination. Toutefois, cette évolution est présentée comme un phénomène quasi naturel, résultant de « dynamiques migratoires mouvantes », sans analyse suffisante du rôle actif joué par l'Union européenne dans cette reconfiguration.

En réalité, cette mutation est indissociable des politiques d'externalisation des frontières, par lesquelles l'UE délègue une partie du contrôle migratoire à des États tiers (Libye, Tunisie, Maroc). Le texte mentionne les coopérations, accords et soutiens financiers, mais sans questionner :

- Les rapports de pouvoir asymétriques qui les structurent ;
- Les coûts humains transférés vers les pays partenaires ;
- La transformation de ces États en espaces de confinement migratoire, où les personnes restent bloquées dans des situations de précarité prolongée.

L'usage de l'expression « migrants coincés dans les limbes » est révélateur : il décrit une réalité dramatique, mais la naturalise, sans interroger les responsabilités politiques qui produisent ces situations.

2. Une lecture désincarnée des violences et des violations de droits

Le texte documente des faits graves : expulsions massives en Libye, raids sur les lieux de travail, détentions arbitraires, programmes de retour contraints en Tunisie. Toutefois, ces pratiques sont intégrées dans un récit **technicisé**, où la violence apparaît comme un paramètre parmi d'autres de la « gestion migratoire ».

Les expulsions et détentions ne sont jamais nommées comme telles en termes de violations du droit international ou de violences d'État, mais comme des « mesures de contrôle » ou des « politiques de retour ». Cette neutralisation lexicale participe à une banalisation de l'exception, où :

- L'arbitraire devient routinier ;
- La privation de liberté est normalisée ;
- La souffrance migrante est invisibilisée au profit d'indicateurs quantitatifs.

3. Le récit des conflits : causalité simplifiée et dépolitisation

Le texte établit une corrélation solide entre conflits armés, déplacements forcés et mobilités migratoires. Toutefois, cette causalité est présentée de manière largement décontextualisée.

Les conflits sont décrits comme des facteurs exogènes, sans analyse :

- Des responsabilités internationales dans leur prolongation ;
- Des effets des interventions militaires, des ventes d'armes ou des politiques extractives,
- Des liens entre instabilité régionale et intérêts géopolitiques des puissances européennes et mondiales.

Ainsi, la migration apparaît comme une conséquence externe à gérer, plutôt que comme un phénomène inscrit dans des relations historiques et structurelles de domination.

4. Les retours « volontaires » : une catégorie profondément problématique

Le document met en avant la baisse du nombre global de personnes déplacées en 2025, en l'expliquant par des retours vers

les pays d'origine. Or, il reconnaît lui-même que nombre de ces retours sont contraints, voire forcés, dans des contextes de réintégration extrêmement précaires.

Cette ambiguïté conceptuelle est centrale. Le recours à la catégorie de « retour volontaire » masque :

- La pression administrative, policière et économique exercée sur les migrants ;
- L'absence d'alternatives réelles au départ ;
- Le caractère souvent insoutenable des conditions de vie dans les pays d'accueil ou de transit.

Ici encore, le langage institutionnel sert à dépolitiser des choix coercitifs.

5. Crise du multilatéralisme et abandon progressif de la protection

L'analyse de la chute de l'aide humanitaire et des financements internationaux est l'un des points les plus révélateurs du texte. La combinaison :

- Des coupes budgétaires massives,
- De la réduction des engagements de réinstallation,
- Du durcissement des frontières,

produit un effet cumulatif : la réduction structurelle de l'accès à la protection internationale.

Le texte évoque une « crise du multilatéralisme », mais sans en tirer toutes les conséquences politiques : on assiste à un glissement assumé vers des politiques nationales étroitement sécuritaires, où la protection des réfugiés devient secondaire, voire conditionnelle.

6. Une vision eurocentrée des « risques migratoires »

Enfin, malgré des données importantes rappelant que l'Europe n'est pas la destination principale des migrants africains, le texte reste structuré autour d'une obsession : l'anticipation des arrivées en Europe.

Les souffrances, les blocages et les violences subies par des millions de personnes déplacées dans les pays du Sud sont analysés avant tout à travers leur **potentiel impact sur l'Europe**, et non comme un problème humanitaire et politique en soi.

Conclusion analytique

Le texte de l'ICMPD constitue un outil précieux de documentation des dynamiques migratoires contemporaines. Toutefois, il s'inscrit pleinement dans une **rationalité de gouvernement des migrations**, où la sécurité, la prévention des arrivées et la stabilisation des frontières européennes priment sur la protection des droits et la compréhension structurelle des causes.

En ce sens, il participe à la production d'un savoir expert qui, tout en se voulant neutre, contribue à **légitimer la normalisation de la violence migratoire**, l'externalisation des responsabilités et la dépolitisation des choix publics. Pour dépasser ces limites, une analyse critique doit réinscrire les migrations dans leurs dimensions historiques, sociales et politiques, et redonner toute sa centralité à l'expérience vécue des personnes migrantes.

Migrapress – Plateforme numérique sur la migration

Migrapress est une plateforme numérique dédiée à la diffusion et à la vulgarisation des savoirs scientifiques sur la migration. Elle vise à rendre accessibles les recherches et analyses sur les dynamiques migratoires, les politiques publiques, la gouvernance et les enjeux sociaux et économiques liés aux mobilités humaines.

La plateforme s'adresse à un large public, incluant chercheurs, étudiants, professionnels et acteurs de la société civile, en proposant des contenus fiables, synthétiques et contextualisés.

Migrapress combine rigueur scientifique et approche pédagogique, afin de favoriser une meilleure compréhension des enjeux migratoires contemporains et de stimuler le débat informé autour des politiques et pratiques de migration.

Bio de Hassan Bentaleb – Chercheur en migration

Hassan Bentaleb est un chercheur marocain spécialisé dans les questions de migration, d'asile et de politiques publiques. Fort de plus de dix années d'expérience dans l'analyse des dynamiques migratoires au Maroc et en Méditerranée, il s'est imposé comme l'une des voix les plus reconnues sur les enjeux liés aux mobilités humaines, aux frontières et aux interactions entre institutions nationales et acteurs internationaux.

Journaliste et analyste, il a publié de nombreux articles scientifiques et contributions dans des revues académiques, ainsi que des centaines d'articles au journal *Libération*, où il traite de la migration sous ses angles politiques, sociaux et humanitaires. Ses travaux sont fréquemment mobilisés par d'autres chercheurs, et son nom apparaît dans plusieurs études et rapports spécialisés.

Son expertise couvre notamment :

- la gouvernance migratoire au Maroc ;
- les logiques d'externalisation des politiques européennes ;
- les mobilités africaines et euro-méditerranéennes ;
- la mémoire coloniale et ses effets sur les représentations contemporaines des migrants.

Hassan Bentaleb intervient régulièrement dans les universités, les conférences internationales et les médias pour analyser les tendances migratoires et leurs implications politiques. Il est également l'auteur du livre *Le charbon de toutes les misères*, l'histoire oubliée des mineurs marocains au Pas-De-calais.